

KHEMIS MILIANA

Les élus de l'APC mis en face de leurs responsabilités par le wali

Les conditions de vie des habitants dans la commune ont atteint les limites du tolérable : chaussées défoncées, un nouveau réseau d'AEP qui fuit de partout, des quartiers plongés dans le noir, des amoncellements d'ordures en tous genres, aux odeurs pestilentielles dans chaque coin de rue et où prolifèrent chats et chiens errants, partout, même devant les édifices publics, un centre-ville gangrené par le marché informel générant toutes sortes de maux et de détritrus à longueur d'année, des chaussées et des trottoirs squattés par des commerces plus ou moins licites, chacun accaparant un espace, des trottoirs devenus des aires de stationnement, des voies d'égout qui éclatent ici et là, libérant toutes sortes de rejets, des avaloirs enterrés par les entrepreneurs chargés en principe de leur remise en état, des marchés de proximité achevés et non encore attribués aux commerçants ... telles sont, entre autres, les conditions de vie des habitants auxquelles ils sont confrontés, en plus d'un manque de civisme outrancier générant aussi une anarchie sans bornes.

Quand certains élus sont interpellés à propos de cette situation, ils crient aux manques de moyens matériels et humains accusant les chefs de services centraux d'être trop pointilleux sur les procédures, accusant X et Y d'être derrière les lenteurs bureaucratiques pour maintenir la commune de Khemis Miliana dans cet état de délabrement galopant. Mais personne n'avoue son incapacité à gérer son laxisme ou son incurie, en dehors de quelques-uns de ces élus qui, il faut le reconnaître, font ce qu'ils peuvent avec les moyens dont ils disposent.

Pour ce qui est des tenants des responsabilités premières, Khemis Miliana voit son 3° P/APC qui vient d'être installé durant ce mandat, le

premier ayant déposé sa démission, le second suspendu parce que placé sous examen judiciaire pour plusieurs griefs retenus contre lui par la justice.

Pour clarifier la situation et initier un bond qualitatif dans la façon de gérer la commune, le wali a invité jeudi dernier tous les concernés par le développement de la commune à savoir, le P/APW, la grande majorité des directeurs de l'exécutif de wilaya, le chef de daïra, les 21 élus sur les 23 (2 étant suspendus après poursuites judiciaires), des députés, ainsi que les représentants de la presse nationale, à une réunion d'évaluation de la situation et de sensibilisation de tous qui s'est tenue au siège de la wilaya, jeudi dernier.

Chacun des directeurs de secteur a présenté la liste des projets en souffrance, non inscrits ou non lancés par l'APC, la liste des subventions allouées, l'inventaire des disponibilités financières consenties et le montant du budget propre de la commune, budget pourtant avalisé. A la question posée à un responsable sur le pourquoi de ces carences, il nous a été répondu : «C'est simple, parce que l'Assemblée se réunissait peu et ne délibérait pas, alors que rien ne se fait sans délibérations, conformément au lois en vigueur.»

A ce sujet, le chef de l'exécutif de la wilaya lance aux élus : «vous avez là des disponibilités financières qui équivalent aux budgets de 4 communes réunies», ajoutant

«nous ne sommes pas là pour vous blâmer mais pour vous soutenir, pour vous aider à faire de Khemis Miliana un bijou voire un modèle de développement, seulement il faudra que vous conjuguez vos efforts, que vous dépassiez vos combats de clochers, que vous oubliiez vos sensibilités pour vous concentrer uniquement sur le développement de la commune et au service de la population».

Il a été décidé que la nomenclature de tous les projets en souffran-

ce soit communiquée à tous les élus afin que personne ne trouve le prétexte de dire «je n'étais pas au courant, je n'ai pas été informé» et qu'une autre réunion se tiendra dans 2 mois pour faire le point de ce qui aura été réalisé. Le nouveau chef de l'exécutif communal, prenant la parole dira : «Je m'engage ici solennellement et publiquement, à honorer la mission dont je viens d'être chargé et de ne ménager aucun effort dans ce sens.»

Karim O.

TARIK-IBN-ZIAD (AÏN-DEFLA)

2 secousses telluriques enregistrées

Les habitants de la commune de Tarik-Ibn-Ziad ont été réveillés au milieu de la nuit de vendredi à samedi, une première fois, à minuit 2 mn, par une secousse tellurique de magnitude 3,5 sur l'échelle de Richter, selon les informations que nous avons obtenues. Toujours selon nos sources, l'épicentre était localisé à 5 km au sud-est de Tarik.

La secousse ayant été différemment ressentie, selon les endroits, les habitants n'ont pas quitté leurs habitations surtout par ce temps hivernal et il n'a pas été observé de mouvements de panique.

La seconde secousse, une réplique, d'une intensité moindre, estimée à 2,3 sur la même échelle, a été enregistrée samedi matin à 7 h 57 mn

On note que cette région, le sud-est de la wilaya de Aïn Defla, ne figure pas dans la zone à haute sismicité à l'image d'El Abadia, El Attaf et Tachta ou encore Hammam Righa. Il s'agit donc d'un phénomène rare dans cette région.

K. O.

ALORS QUE PLUSIEURS VILLAGEOIS RÉCLAMENT AVEC INSISTANCE LE GAZ NATUREL

Des entreprises de réalisation en grève à Bouira

Plusieurs entreprises spécialisées dans la réalisation des réseaux de distribution de gaz naturel dans la wilaya de Bouira sont entrées en grève à partir de mercredi dernier, pour protester contre le retard dans le paiement des opérations déjà réalisées par le maître d'ouvrage qu'est la Sonelgaz.

En effet, selon plusieurs entrepreneurs qui se sont déplacés à notre bureau, alors que ces entreprises sont en train de réaliser actuellement des projets pour un linéaire de près de 1000 kilomètres qui vont toucher quelque 8000 foyers à travers toute la wilaya de Bouira, la Sonelgaz qui est

censée leur faciliter la tâche et surtout les aider à aller de l'avant, en leur assurant le paiement des projets déjà réalisés et réceptionnés, accuse un retard. Certains avancent même des cas où la Sonelgaz aurait réceptionné les projets et donné le feu vert pour que les citoyens raccordent et

beneficient de ce précieux produit sans que les entreprises réalisatrices soient payées. D'autres entreprises, des dizaines qui ont engagé des projets sur leurs propres comptes, devaient être payées par tranches mais la Sonelgaz n'a rien réglé pour le moment. Des situations qui ont mis ces entreprises dans une sorte de faillite financière après avoir engagé des milliards de leurs propres fonds.

Aussi, et face à ces lenteurs dans le paiement des projets, face à cette bureaucratie qui ne dit pas son nom et qui a grandement pénalisé ces

entreprises qui ont puisé tout leur argent dans la réalisation des projets qui coûtent des milliards, sans que la Sonelgaz ne leur injecte leurs dus pour pouvoir avancer et réaliser de nouveaux projets, ces entreprises qui se retrouvent asphyxiées financièrement se sont enfin concertées la semaine dernière et n'ont trouvé d'autre choix que d'arrêter les travaux jusqu'à ce que la Sonelgaz daigne débloquer leurs situations financières. Ces entrepreneurs qui rappellent que le problème est presque le même à travers le territoire national,

avec des lenteurs dans les paiements, sans qu'ils sachent le pourquoi, interpellent le premier responsable de cette entreprise, le P/DG Noureddine Bouterfa afin d'intervenir pour débloquer cette situation devenue intenable pour nombre d'entre eux, et qui pénalise grandement le citoyen qui attend avec impatience ce précieux produit qu'est le gaz naturel qui fait partie, selon eux, des engagements du président de la République durant l'actuel quinquennat 2014 - 2019.

Y. Y.

TIPASA

L'environnement au chevet de l'écologie

Le site environnemental de Boukourdane dans la wilaya de Tipasa, qui abrite le monumental barrage du même nom, fut récemment le siège d'une cérémonie conviviale dédiée à la Journée internationale des zones humides.

Ce fut dans ce cadre que Madame Boudjemaâ Dalila, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, avait honoré de sa présence cet événement dédié à l'environnement et à l'écologie. Lors du point de presse qu'elle avait animé, la ministre a révélé que «notre pays compte 1 700 zones humides, 526 zones humides géo-référencées dont 280 zones naturelles et 246 zones humides artificielles».

Les sources autorisées de ce ministère ont précisé, en outre, que l'Algérie compte 10 sites prioritaires dotés d'un plan de gestion au titre des zones humides. Ces sites sont situés à El Tarf, où se trouve le célèbre et féérique lac Tonga, l'oued Mazafran ; à Djelfa où se trouve le chott Chergui, à Adrar où se trouve l'oasis

Tamentit, à M'sila et Batna, où est localisé le chott El Hodna, à Tissemsilt où se trouve le barrage Bougara, Oum-El-Bouaghi et Tamanrasset ; Ghardaïa où est localisé le lac El Ménéa et enfin Oran.Les différents orateurs, qui

ont animé cette journée, ont expliqué à l'assistance que «les zones humides constituent un patrimoine naturel d'exception caractérisé par une extrême diversité biologique, contribuant au maintien des écosystèmes existants». Les jeunes collégiens et les lycéens présents à cet événement ont appris ainsi que «ces zones humides favorisent une gestion équilibrée de la ressource en eau, ainsi que l'auto-épuration, la prévention des inon-

dations et de l'érosion et la réalimentation des nappes». Les orateurs qui se sont relayés ont spécifié cependant à l'assistance que «des menaces pèsent sur ces zones humides à l'instar de l'urbanisation, le drainage, la mise en culture, l'agriculture intensive, les équipements et les aménagements qui génèrent toute forme de dégradation et de pollution, notamment les déchets et les eaux usées».

Houari Larbi

HATATBA

Un camion fou fauche un véhicule léger et tue une femme

Des témoins oculaires ont rapporté que, lors de la journée de jeudi dernier, un tragique accident a eu lieu au niveau de la route nationale n°67, au lieudit Ensasha, à la sortie ouest de la ville de Hatatba, dans la wilaya de Tipasa.

Toujours selon nos sources, une dame, âgée de 40 ans, qui était malade et transportée par un véhicule conduit par son jeune frère, fut victime de cet accident ; cette dame, installée à l'arrière du véhi-

cule de type Atos, fut violemment heurtée à l'arrière par un camion qui a débouché à une folle allure, en n'apercevant certainement pas un bus universitaire roulant à faible allure, suivi par le véhicule léger de type Atos, qui s'apprêtait à s'engager vers le quartier «Ensasha» Le choc fut d'une violence telle que toute la partie arrière du véhicule léger fut défoncée, et la victime encastrée sous le choc.

H. L.

Quatre narcotrafiquants arrêtés à Béjaïa

Les éléments de la brigade de lutte contre les stupéfiants de la Sûreté de wilaya de Béjaïa ont procédé, la semaine écoulée, au démantèlement d'un réseau de trafiquants de drogue au niveau du chef-lieu de la wilaya. Il s'agit de quatre narcotrafiquants, âgés entre 38 et 50 ans, originaires de la ville de Béjaïa, tristement connus sous les sobriquets de Chachou, Piriti, Mikha et Moustic, a rapporté la cellule de communication de la Sûreté de wilaya. Après de minutieuses investigations, les éléments de la brigade de lutte contre les stupéfiants ont réussi à mettre la main, en flagrant délit, sur le chef du groupe des narcotrafiquants au niveau de l'ancienne ville en possession de 397,5 g de kif traité, destinés à la commercialisation. Les perquisitions effectuées à son domicile et l'interrogatoire du trafiquant en question ont permis d'arrêter ses trois autres acolytes, a précisé la cellule de communication de la police. Présentés devant le parquet de Béjaïa, les quatre narcotrafiquants ont été placés sous mandat de dépôt en attendant leur comparution devant le juge sous les accusations «possession et commercialisation de drogue».

A. Kersani